

5. La définition de la gestion d'infrastructure (Qu'est-ce que la gestion d'infrastructure ?)

La gestion d'infrastructure est une discipline qui a considérablement évolué au cours des 50 dernières années. Elle est passée d'un exercice de conformité consistant à cocher des cases, à une procédure de planification et d'exécution basée sur un cycle de vie. Les gestionnaires d'infrastructures sont ,

- Sans cesse, sous pression .
- Ils doivent améliorer l'efficacité, réduire le gaspillage et diminuer les coûts .
- Ils doivent aussi contribuer de manière significative aux objectifs de l'entreprise liés aux réglementations et au service offert à la clientèle.

6. Les propriétés nécessaires d'un système de gestion d'infrastructure (Quelles sont les propriétés nécessaires d'un système de gestion d'infrastructure ?)

En général, les systèmes de gestion d'infrastructure :

- Contiennent des informations d'inventaire relatives aux actifs et aux mesures de leur état.
- Contiennent des valeurs pour l'état d'un actif.
- Ont la capacité de prévoir la performance.
- Assurent l'intégrité des données, renforcent l'accessibilité aux données et assurent leur compatibilité.
- Englobent toutes les composantes pertinentes pour les analyses de coût sur la durée de vie.
- Permettent l'élimination des systèmes démodés et des actifs improductifs.

7. Mettre en œuvre les systèmes de gestion d'infrastructure (Comment faut-il mettre en œuvre les systèmes de gestion d'infrastructure ?)

A titre de principe général, un système de gestion du patrimoine d'infrastructure devrait :

- Être tourné vers le client,
- Remplir une mission,
- Être conçu pour le long terme,
- Être accessible et facile d'utilisation,
- Être flexible.

8. Les composantes d'un système de gestion d'infrastructure (Quelles sont les composantes d'un système de gestion d'infrastructure ?

Chaque administration est responsable d'un ensemble d'actifs qui lui est propre mais on peut schématiquement résumer de la manière suivante le patrimoine typique d'une administration :

- L'infrastructure physique des routes, comme les chaussées et les ouvrages d'art.
- Les ressources humaines (personnel et connaissances).
- L'équipement et le matériel.
- D'autres éléments présentant une valeur comme les emprises, les données, les systèmes informatiques, les méthodes, les technologies et les partenaires.

D'une manière générale, les éléments du patrimoine à inclure dans un système de gestion du patrimoine d'infrastructure dépendent de l'administration.

9. Financement des infrastructures

9.1. Définition du financement (Qu'est ce qu'un Financement ?)

- ❖ Il peut être défini comme l'ensemble des moyens, méthodes et outils que l'individu ou l'entreprise utilise pour obtenir les fonds nécessaires pour couvrir ses investissements et ses activités commerciales.
- ❖ Le financement c'est un système financier (science) qui gère efficacement la gestion de l'argent (l'art de la gestion de l'argent).

9.2. Les objectifs de financement

Les objectifs de financement peuvent être résumés dans les points suivants:

1. Augmente le développement du capital de l'entreprise
2. Augmentation le volume d'activité de l'entreprise
3. Aide à créer de nouveaux emplois
4. Aide à atteindre le bien-être des membres de la communauté
5. Augmente la qualité de la gestion financière et les opportunités d'identifier les investisseurs et de nouveaux financiers.

9.3. Les sources de financement

Dans la plupart des pays, l'essentiel des infrastructures sont fournies par l'État. Malgré un rôle plus important du secteur privé, le financement et la fourniture en infrastructures demeurent majoritairement l'œuvre du secteur public. En effet, le financement des infrastructures sont dépendent sur deux secteurs :

- Le secteur public
- Le secteur privé

❖ Qu'est-ce que le secteur public ?

L'expression "secteur public" désigne l'ensemble des activités économiques ou sociales réalisées sous le contrôle total ou partiel de l'État et des collectivités locales.

❖ Pourquoi un secteur public ?

Le secteur public permet d'offrir un service de qualité et respectueux des besoins des citoyens afin de permettre un accès aux services de base tels l'éducation ou la santé, à un moindre coût privé".

❖ Qu'est-ce que le secteur privé ?

Le secteur privé est principalement des entreprises privées n'appartenant pas à l'État et étant gérées par des particuliers et dont la raison d'être est le profit.

❖ Pourquoi un secteur privé ?

Le secteur privé est complémentaire au secteur public et est essentiel pour la croissance et la création de richesse dans un pays. Il permet de créer des emplois dans des secteurs d'activité qui ne sont pas pris en charge par l'État et contribue au développement social et technologique ainsi qu'à l'innovation.

10. Les différents modes de financement (Les différentes méthodes de financement)

En générale, les projets, les entreprises et les infrastructures ont besoin de financement pour développer leurs activités et leur économie. Pour cela, nous trouvons plusieurs méthodes de financement. Les plus importants sont :

- Le financement direct et indirect,
- Le financement national et le financement international.

10.1. Définition du financement direct

La méthode de financement dans ce type est directe et sans l'intervention d'un intermédiaire financier entre le prêteur et l'emprunteur.

- Un prêteur donne de l'argent à un emprunteur en convenant qu'on le remboursera dans une période donnée.
- Un emprunteur est un demandeur de crédit. Autrement dit, c'est une personne physique ou morale qui demande auprès d'une banque ou d'un organisme de crédit qu'une somme d'argent soit mise à sa disposition pour financer un projet.

Ce type de financement prend plusieurs formes et varie selon les différents emprunteurs (Particuliers (les individus), Institutions (les entreprises), Institutions gouvernementales).

1^{ère} Forme/ Financement direct au niveau individuel et familial

La méthode de financement direct de cette forme est basée sur les contributions personnelles et familiales:

✓ Contribution personnelle

La personne contribue ses fonds personnels au projet en fonction de ses capacités et ses épargnes. Dans ce cas, les financements personnels seraient en espèces.

✓ Contribution de la famille et des amis

Dans le cas où le montant apporté par le maître d'ouvrage ne serait pas suffisant, il se dirige vers sa famille, de ses proches, de ses amis et connaissances afin de demander assistance et subventions. Et ce type est très important dans le cas où le propriétaire du projet est de bonne réputation et honnête.

La contribution de la famille et des amis dépend des effets commerciaux pour garantir les droits du prêteur et de l'emprunteur.

- ❖ Un effet de commerce est un moyen de paiement et négociable sous forme (une lettre de change (LDC), un billet à ordre (BAO) et le chèque).
- **Le chèque** est un instrument de paiement simple et souple. Émis par le titulaire du compte (le tireur) au débiteur (tiré). Il est généralement utilisé pour transférer de l'argent d'un compte à un autre compte.
- **La lettre de change (LDC)** c'est un engagement écrit, émis par le créancier (le tireur) qui donne à un débiteur (tiré) l'ordre de payer à l'échéance fixée, une certaine somme, à une personne appelée bénéficiaire (qui est souvent le tireur

lui-même). C'est le créancier (le tireur) qui remplit ce document et le donne pour acceptation au débiteur (tiré).

- **Le billet à ordre** C'est une obligation entre deux personnes présentes le créancier (le tireur) et le débiteur (tiré) dans laquelle l'une s'engage à l'autre à payer un certain montant, à un moment précis. C'est le débiteur (tiré) qui remplit ce document et le donne pour acceptation au créancier (le tireur).

The diagram shows a 'Lettre de Change' form with the following fields and callouts:

- Rubriques renseignées par le tireur (purple boxes):**
 - Coordonnées du tireur (fournisseur)
 - Date de création de la lettre de change
 - Bénéficiaire du montant de l'effet
 - Date d'échéance de la créance
 - Montant de la créance du tiré (client)
 - Montant de la créance du tiré pour contrôle
 - Coordonnées bancaires du tiré
 - Domiciliation (nom et lieu) de la banque du tireur
 - Signature du tireur
- Rubriques renseignées par le tiré (green boxes):**
 - Acceptation de la lettre de change par le tiré
 - Signature du tiré
 - Coordonnées du tiré

The form itself contains the following text:

LETOILE SPORTIVE
774 avenue de Claret
83000 TOULON

Contre cette LETTRE DE CHANGE stipulée : SANS FRAIS
veuillez payer la somme indiquée ci-dessous à l'ordre de : NOUS-MEMES

TOULON LE 20/01/N

Montant pour contrôle : 2 302,30

Échéance : 31/03/N

Montant : 2 302,30

RIB du tireur : 10096 00406 00758745 81

Titre : marchandises

Acceptée par : 31/03/N

Signature du tiré : GARDIA CLUB

Coordonnées du tiré : 285 avenue Jean Gourès 83130 LA GARDE

Domiciliation : CIC Lyonnaise de Banque NICE

The diagram shows a 'Billet à Ordre' form with the following fields and callouts:

- Rubriques renseignées par le tireur (purple boxes):**
 - Montant pour contrôle
 - Date de création
 - Échéance
 - Code Monnaie €
 - Montant
 - RIB du souscripteur
 - Domiciliation
 - Signature du souscripteur
- Rubriques renseignées par le tiré (green boxes):**
 - Acceptation de la lettre de change par le tiré
 - Signature du tiré
 - Coordonnées du tiré

The form itself contains the following text:

Contre le présent BILLET À ORDRE stipulé SANS FRAIS
Nous paierons la somme indiquée ci-dessous à

Société (Bénéficiaire)
20 Rue d'Exemple
94400 Vitry-sur-Seine

A Paris Le 28/03/2014

Montant pour contrôle : 25 000 €

Date de création : 28/03/2014

Échéance : 30/05/2014

Code Monnaie €

Montant : 25 000 €

RIB du souscripteur : 30076 02020 187638200200 59

Domiciliation : Credit du Nord 50 Rue d'Anjou, 75008 Paris

Signature du souscripteur : Société (souscripteur) 17 Rue de l'étoile 75001 Paris

✓ Contribution des investisseurs

Ce sont des gens (la famille, des amis et entrepris) qui contribuent leurs ressources personnelles à la construction de projets d'autrui pour un certain pourcentage ou rendement. Dans ce cas, les «Obligations» sont utilisées comme méthode directe de financement.

- Les obligations sont un simple titre de créance car : Si vous détenez des obligations, vous êtes donc le prêteur (le créancier) de l'entité ayant émis ce titre (l'État, une collectivité locale ou une entreprise) et non comme un partenaire, parce qu'il prend un pourcentage d'intérêt fixe sur la dette (par exemple pourcentage de cotisation 10% ; 20% .etc.). C'est pour ça, le profit et la perte ne signifient rien pour lui. Le taux d'intérêt est connu à l'avance par l'investisseur tout comme la durée du prêt et la date de versement des intérêts.

Dans ce type, les obligations sont échangées entre les particuliers et les institutions par l'achat et la vente et sans recourir aux marchés financiers (Je veux dire, il n'y a pas d'intermédiaires).

2^{ème} Forme/ Financement direct au niveau de l'entreprise

Dans cette forme, les entreprises peuvent obtenir des prêts et facilités de crédit de ses fournisseurs, clients ou même d'autres institutions. De plus, certaines institutions ont également recours à inviter les épargnants pour investir leur argent.

En général, les modes de financement utilisés sont :

- Les obligations,
- Les effets de commerce

3^{ème} Forme/ Financement direct au niveau de gouvernement

Quant aux services publics (gouvernementaux), leur financement interne consiste en un **surplus budgétaire** public. En plus, l'Etat peut également émettre des obligations pour financer certains projets.

- ❖ **Le surplus budgétaire** C'est la différence entre les revenus de L'État et ses dépenses. Ensuite, le gouvernement déporte ce surplus au budget de l'année prochaine sous forme de dépenses supplémentaires, ou le convertir en épargne et l'utiliser sur les marchés financiers ou en créant un **fonds souverain**
- ❖ **Un fonds souverain**, ou fonds d'État, est un fonds de placements financiers détenu par un État. Les fonds souverains gèrent l'épargne nationale et l'investissent dans des placements variés.

A. Avantage

Le premier avantage du financement direct est la conservation du ratio d'autonomie financière.

- Autonomie: capacité d'une personne ne dépendant pas d'une autre.
- Financière : relatif à l'argent dont une personne dispose.
- L'autonomie financière, c'est être en mesure de répondre à ses propres besoins. Il ne s'agit pas seulement d'avoir les ressources financières pour y arriver, mais aussi posséder les connaissances adéquates sur la gestion des finances personnelles.
- Le ratio d'autonomie financière donne une indication sur le niveau d'endettement de la société. Il est d'une grande importance pour une entreprise. Sa valeur permet d'évaluer la solidité financière de la société.

- Il se calcule en divisant les capitaux propres (aussi appelés fonds propres) par le total du bilan et permet d'apprécier l'importance des fonds propres par rapport à l'ensemble des ressources.

Ratio d'autonomie financière = **Capitaux propres / Total du bilan**

- Les capitaux propres sont les ressources financières que possède l'entreprise (hors dette).
 - le total du bilan est égal au total de l'actif (ou aussi bien au total du passif).
 - ✓ Total de l'actif c'est les ressources ou les objets de valeur appartiennent à une entreprise.
- Plus le ratio entre les fonds propres et le total bilan est élevé, plus la situation financière de l'entreprise est jugée solide.

B. Inconvénients

L'inconvénient majeur du financement direct est la dilution du capital. En effet, la répartition du capital est modifiée par l'arrivée de nouveaux investisseurs.

10.2. Définition du financement indirect

Le financement est dit « indirect » quand il passe par un intermédiaire pour accéder à des ressources de financement. Cet intermédiaire généralement c'est la banque ou les marchés financiers.



- ❖ Intermédiaire: est une personne physique ou morale qui met en relation deux personnes ou deux groupes, peuvent être: des banques, des entreprises d'investissements, des courtiers en ligne qui transmettent et veillent à l'exécution des ordres des clients en bourse.
- ❖ Un intermédiaire financier est un professionnel à qui les investisseurs s'adressent pour vendre ou acheter des titres (actions, obligations, etc.) sur le marché financier. Les banques, les courtiers en ligne ou les entreprises d'investissement font partie des intermédiaires financiers.
- ❖ Le but d'un intermédiaire financier est de faciliter les négociations, les transactions, la conservation ou la gestion des titres et des capitaux des parties en relation.
- ❖ Ressources de financement : telles que l'argent en espèces, les crédits, les dépôts en banque, les actions et les obligations.
- ❖ La banque met en relation des capacités de financement avec l'épargne des ménages et les besoins de financement des entreprises à travers le crédit.

❖ Le marché financier, appelé aussi « Bourse des valeurs », est le lieu où se rencontrent les agents à capacité de financement (ACF) et les agents à besoins de financement (ABF).

C'est un marché de capitaux à long terme sur lequel s'échangent des produits financiers tels que **les valeurs mobilières**, qui peut être soit un titre de propriété (d'action), soit un titre de créance (obligation).

- **L'action** est un titre de propriété de l'entreprise car elle représente une partie, une fraction du capital de l'entreprise. Elle permet de percevoir des intérêts, qu'on appelle des dividendes et qui représente un % des bénéfices de l'entreprise. Son cours dépend de l'offre et de la demande de cette action : plus elle rapporte de dividendes, plus les investisseurs vont vouloir en acheter, plus cela va faire augmenter le cours de l'action. Mais, cet investissement est peu sûr car les dividendes et le cours de l'action peuvent baisser.

- **Obligations:** Elles représentent les titres de créance des entreprises et génèrent des rendements réguliers pour leurs investisseurs jusqu'à leur échéance.

Par exemple, si nous avons une société par actions qui souhaite augmenter son capital d'un million de dinars à deux millions de dinars, que devez-vous faire?

La société anonyme offrira des actions sur le marché d'une valeur d'un million de dinars et demandera aux gens d'acheter des actions dans le capital de la société en échange d'actions.

Cela signifie que, Les gens paient comptant pour les actions et mais à condition que vous soyez partenaire avec la valeur des actions que vous achèterez.

Je veux dire, par exemple, si j'ai acheté des actions d'une valeur de 5.000 mille dinars, je veux dire, je serai partenaire avec vous dans l'entreprise avec 5000 dinars et l'actionnaire prend un pourcentage des profits ou des pertes parce qu'il est partenaire de gain et de perte.

- Les obligations diffèrent des actions, par exemple la société anonyme entrera avec moi en tant que partenaire mais à un pourcentage d'intérêt fixe (par exemple pourcentage de cotisation 10% ; 20% .etc.). C'est pour ça, le profit et la perte ne signifient rien pour lui.

A. Avantage

Le principal avantage du financement indirect pour une entreprise est de conserver la même répartition de son capital social.

Exemple : une entreprise familiale préfère s'adresser à une banque pour obtenir un financement que de faire entrer de nouveaux associés dans son capital.

Le financement indirect, par l'emprunt bancaire, est souvent la seule source de financement possible, notamment pour les petites et moyennes entreprises (PME).

B. Inconvénient

Le financement indirect a pour défaut d'augmenter la dépendance financière des entreprises vis-à-vis des banques. En effet, les entreprises ont besoin de conserver un ratio d'autonomie financière élevé pour préserver leur stabilité.

10.3. Le financement autofinancement

L'autofinancement est la capacité de l'entreprise à financer son activité et ses investissements (ses projets) à partir de ses fonds propres, c'est-à-dire soit dépend des bénéfices de l'année, des réserves et des sommes épargnées.

Ex: Pour les ménages, l'autofinancement consiste souvent à un achat immobilier sans recours à un crédit immobilier à recourir à l'emprunt immobilier pour acheter un appartement ou une maison qu'on va louer à un locataire qui paiera les mensualités de crédit par les loyers versés mensuellement sous la forme d'un investissement locatif – en bref, les loyers du locataire couvrent le financement.

A. Les avantages de financement interne (L'autofinancement)

Voici les principaux avantages de l'autofinancement :

- Assure l'indépendance financière de l'entreprise (Aucune dépendance financière par rapport à des éléments externes (actionnaires, banques, créanciers...)),
- Aucune dette,
- Autonomie de prise de décision.

B. les inconvénients de financement interne (L'autofinancement)

Les principaux inconvénients de l'autofinancement sont :

- Ressources financières limitées pour la croissance et le développement,
- Pression accrue liée aux moyens limités.

10.4. Financement local

Ce type de financement dépend sur les institutions financières et marchés financiers local. Il comprend des sources locales directes et indirectes tels que: les titres et des prêts commerciaux de divers types ... etc. Ce type de financement sert le secteur des institutions économiques plus que les agences gouvernementales.

10.5. Financement international

Ce type de financement nécessite principalement la présence de marchés financiers internationaux tels que les bourses internationales et régionales et des organismes financiers, tels que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et certaines institutions régionales telles que le Fonds arabe pour le développement économique et social et la Banque africaine de développement, en plus des programmes de financement internationaux qui cela prend la forme de subventions et d'investissements.

11. Sources de financement des infrastructures

11.1. Financement traditionnel pour les infrastructures

Le financement traditionnel pour l'infrastructure signifie des finances publiques ou les dépenses publiques et cela dépend soit des revenus publics (recettes publiques), soit des emprunts publics. Le financement traditionnel est divisé en deux types:

- Autofinancement public et
- Emprunt public, interne et externe

11.1.1. L'autofinancement public

L'autofinancement public dépend des recettes publiques (revenus publiques), qui sont défini comme le revenu obtenu par l'État de diverses sources pour couvrir ses dépenses publiques et atteindre l'équilibre économique et social.

Les revenus généraux se composent des trois éléments suivants:

- A.** Les revenus fiscaux (Les recettes fiscales)
- B.** Les revenus non fiscaux (Les recettes non fiscales)
- C.** les revenus économiques (Les recettes économiques)

A. Les revenus fiscaux (les recettes fiscales)

L'impôt c'est des abonnements obligatoires imposés par le gouvernement aux personnes et aux institutions pour financement des dépenses de l'État. En d'autres termes, le financement de tous les secteurs sur lesquels l'État dépense, tels que l'éducation, la santé ou les infrastructures comme la construction de routes et de barrages. Sachant que refuser de payer des impôts est un délit sanctionné par la loi.

Les recettes fiscales les plus importantes de l'Etat sont: Les impôts et taxes sur le revenu, le patrimoine, les produits, la production, les salaires, les droits de douane et la TVA.

En générale, les recettes fiscales désignent toutes les sommes d'argent versées à l'Etat pour le paiement de l'impôt. Elles sont composées par:

- Impôts directs
- Impôts indirects



Impôts directs: C'est une valeur financière directe imposée sur les bénéficiaires et les retours personnels aux personnes ou aux biens.

Impôts indirects: Est la valeur financière qui est imposée à la consommation ou aux dépenses.

❖ Répartition des recettes fiscales de l'État

Près de 90 % des recettes fiscales nettes de l'État proviennent de l'impôt sur le revenu (Impôt sur le revenu global (IRG)), l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). La TVA compte en particulier à elle seule pour près de la moitié des recettes fiscales nettes de l'État.

B. Les revenus non fiscaux

Généralement, les recettes non fiscales c'est l'argent que le gouvernement reçoit à travers l'administration, les entreprises commerciales, les cadeaux et subventions.

Ainsi, on peut dire que les revenus non fiscaux représentent tous les revenus qui ne sont pas liés à l'impôt.

- ✓ **Recettes administratives** (taxes tels que les frais de justice et les frais de passeport, Autorisation ou Licence et Amendes et sanctions)
- ✓ **Les recettes commerciales**
- ✓ **les Cadeaux**
- ✓ **Subventions**

C. les revenus économiques (Domain)

11.1.2. Emprunt public, interne et externe

L'emprunt public se définit comme une dette contractée, à titre provisoire, par un Etat auprès de différents investisseurs moyennant contrepartie. Il se compose par deux formes: L'emprunt public interne et externe.

L'emprunt public permet de couvrir les dépenses d'investissement nécessaires à l'intérêt général.

L'emprunt public est utilisé les pouvoirs publics comme un instrument de politique économique pour drainer l'épargne des particuliers et en les orienter vers des investissements, ou pour relancer l'activité économique en injectant des ressources nouvelles dans les circuits économiques et financiers.

A. Le financement interne du financement des infrastructures

C'est la somme des fonds qui peuvent être obtenus en empruntant localement sans recourir à des sources externes.

B. Le financement externe du financement des infrastructures

Ce type de financement est utilisé si le financement interne n'est pas suffisant et ne répond pas à tous les besoins et comprend plusieurs sources externes qui proviennent de multiples organismes qu'ils soient internationaux ou régionaux, tels que:

- Emprunter auprès des banques,
- Financement commercial,
- Obligations ... etc.

Les banques les plus importantes dont l'Algérie a bénéficié sont:

- Banque mondiale,
- Le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)
- La Banque africaine de développement (BAD)

1. *Banque mondiale*

✓ Est une grande institution financière internationale visant à encourager les investissements en capital pour la reconstruction et le développement des États membres et à les aider à construire des mégaprojets. La Banque mondiale comprend deux institutions - la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA).

✓ la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) est une organisation de la Banque mondiale, elle-même composante du Groupe de la Banque mondiale.

- Création : 1944 , Membres : 189 États, Siège social : Washington, États-Unis
- Objets : Aide au développement, Réduction de la pauvreté

Groupe de la Banque mondiale qui est constitué de 5 organisations financières internationales au total :

- la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
- l'Association internationale de développement (IDA).
- la Société financière internationale (IFC),
- l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA),
- le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

2. Le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)

Est une institution financière de développement pan-arabe qui a son siège au Koweït. Ses membres sont les mêmes que ceux de la Ligue arabe.

L'objectif principal du Fonds arabe est de contribuer au financement de projets de développement économique et social dans les pays arabes.

3. La Banque africaine de développement (BAD)

Est une institution financière multinationale de développement, établie dans le but de contribuer au développement et au progrès social des États africains. La BAD, dont le siège est à Abidjan, a été fondée en 1964

11.2. Financement moderne pour les infrastructures

Le financement des infrastructures a toujours été du ressort du budget de l'Etat. Toutefois, la conjoncture actuelle exhorte à examiner de nouvelles approches de financement parmi lesquelles le partenariat public privé.

11.2.1. Partenariat public-privé (PPP) dans le domaine de la construction d'infrastructures (comment améliorer l'approvisionnement en infrastructures)

Dans le domaine des infrastructures, les modèles de PPP ne sont pas une nouveauté. Ils existent depuis plus de quinze ans déjà, voire depuis beaucoup plus longtemps dans certains pays (la France par exemple). Ces modèles se basent sur le principe de la délégation de gestion, où l'Etat délègue à une entreprise privée le soin de fournir certaines prestations en concluant avec elle une convention de prestations. L'Etat conserve son influence et sa mainmise en gardant la propriété des installations

et en définissant les obligations et la marge de manœuvre du partenaire privé. Une autorité de régulation indépendante veille à ce que ces obligations soient respectées.

Les PPP ne sont donc pas des privatisations, car les installations ne passent en général pas aux mains du partenaire privé. Au plus, l'exploitant privé n'acquiert qu'un droit limité dans le temps d'utiliser les installations pour fournir l'électricité ou l'eau demandée. Dans le secteur de l'eau, par exemple, l'Etat conserve l'entière disposition des ressources en eau et assume la responsabilité de mettre sur pied une gestion efficace et équitable de celles-ci.

11.2.2. Objectifs de partenariat public-privé (PPP) dans le domaine de la construction d'infrastructures

- L'objectif primordial des projets de PPP consiste à mettre à la disposition d'une plus grande partie de la population des infrastructures de meilleure qualité à des prix abordables.
- L'implication du secteur privé a d'abord pour but d'améliorer l'efficacité des services publics en y introduisant les méthodes de gestion de l'économie privée. On améliore ainsi souvent notablement des prestations aussi cruciales que l'encaissement des factures ou la réduction des pertes techniques, ce qui, d'une part, stabilise la situation économique des exploitations et, de l'autre, peut libérer des fonds pour de nouveaux investissements.
- Un partenaire privé peut en outre ouvrir à l'entreprise publique l'accès à des financements privés qui lui étaient interdits auparavant, comme certains crédits bancaires.
- En outre, l'implication du secteur privé peut souvent servir de déclencheur à des réformes structurelles urgentes qui avaient été mises en veilleuse jusque-là. L'arrivée de « concurrents » privés peut être aussi un aiguillon insoupçonné qui ravivera les autres entreprises de services publics d'une région ou d'un pays.